



ACTIVITÉ DE L'ARTISANAT DU BÂTIMENT : UNE ACTIVITÉ ENCORE EN RECU MAIS DES CARNETS DE COMMANDES LÉGÈREMENT PLUS ÉTOFFÉS

Le 2^e trimestre 2015 marque un repli d'activité en volume de - 2 %, soit le treizième trimestre de baisse dans l'artisanat du bâtiment. Ce recul est toutefois moins important qu'au trimestre précédent (- 2 % contre - 3 % au 1T2015) et s'accompagne, en plus, de perspectives d'évolution des carnets de commande légèrement plus favorables.

Mémo du trimestre

Activité globale ▼ - 2 %

Neuf ▼ - 4 %

Entretien-Rénovation ▼ - 1 %

Prévisions 2015

Activité globale ▼ - 1 %

Neuf ▼ - 4 %

Entretien-Rénovation ↗ + 0,5 % ; + 1,5 %

L'artisanat du bâtiment enregistre au 2^e trimestre un repli de 2 % par rapport au même trimestre de l'année précédente lui-même en recul de 1,5 %. Ce recul s'explique par une chute de 4 % de la construction neuve, bien que plus atténuée qu'aux deux trimestres précédents (- 6,5 % au 4T2014 et - 6 % au 1T2015). Les mises en chantier poursuivent leur baisse avec un repli de 6,1 % qui correspond à 347 000 logements neufs commencés à fin mai 2015 sur un an cumulé. Tout comme, le nombre de permis déposés qui affiche également une baisse de 6,1 % sur la même période, soit 362 000 unités.

Quant à l'activité entretien-amélioration, elle demeure, comme au trimestre précédent à - 1 % alors que les travaux d'amélioration de la performance énergétique des logements plafonnent à + 0,5 % depuis le début de l'année.

L'ensemble des régions enregistrent des replis d'activité en volume compris entre - 0,5 % et - 3,5 %. Le Nord - Pas-de-Calais-Picardie, la Normandie, le Centre et Rhône-Alpes-Auvergne restent fortement impactées par cette tendance baissière.

De plus, cette baisse continue de l'activité impacte très négativement l'emploi salarié qui affiche un recul de 3,5 % sur un an dans le BTP au 1^{er} trimestre 2015.

En juillet 2015, le nombre d'entreprises artisanales du bâtiment envisageant de procéder à des licenciements ou à ne pas renouveler de contrats atteint 10 % (contre 7 % au même semestre de l'année précédente), alors que, dans le même temps, le nombre d'entreprises envisageant d'embaucher au second semestre 2015 n'est que de 4 % (contre 7 % au même semestre de l'année précédente).

Dans ce contexte économique dégradé, les carnets de commandes semblent s'étoffer en représentant 72 jours de travail en juillet 2015 (contre 66 en avril). Le renouvellement de ces carnets de commande est en hausse pour l'ensemble des corps de métiers et plus particulièrement pour les travaux de performance énergétique, sans doute facilité par le Crédit d'Impôt Transition Énergétique et la TVA à taux réduit.

Les professionnels de l'artisanat du bâtiment ont encore souffert d'un manque d'activité au cours du semestre écoulé. Ils espèrent à présent voir les effets du CITE se renforcer, bénéficier, d'un point de vue opérationnel des Plans de Rénovation Énergétique de l'Habitat dans les régions (PREH) ainsi que des financements à la rénovation énergétique des logements via le plan Juncker.

VOLUME D'ACTIVITÉ

Un repli d'activité de 2 %

Au second trimestre 2015, le volume d'activité des artisans du bâtiment recule de 2 % par rapport au même trimestre de l'année précédente (déjà en recul de 1,5 %).

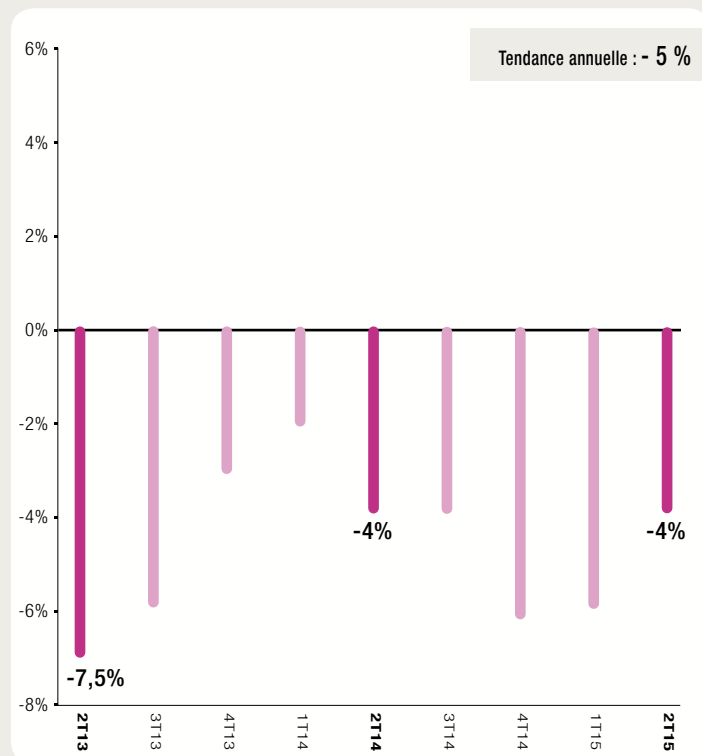
Du côté de la construction neuve, la dégradation se ralentit avec une baisse de 4 % (contre - 6 % au trimestre précédent). L'activité en entretien-rénovation stagne comme au trimestre précédent à - 1 % ce trimestre.

Le volume des travaux d'Amélioration de la Performance Énergétique des Logements progresse comme au trimestre précédent de 0,5 %.

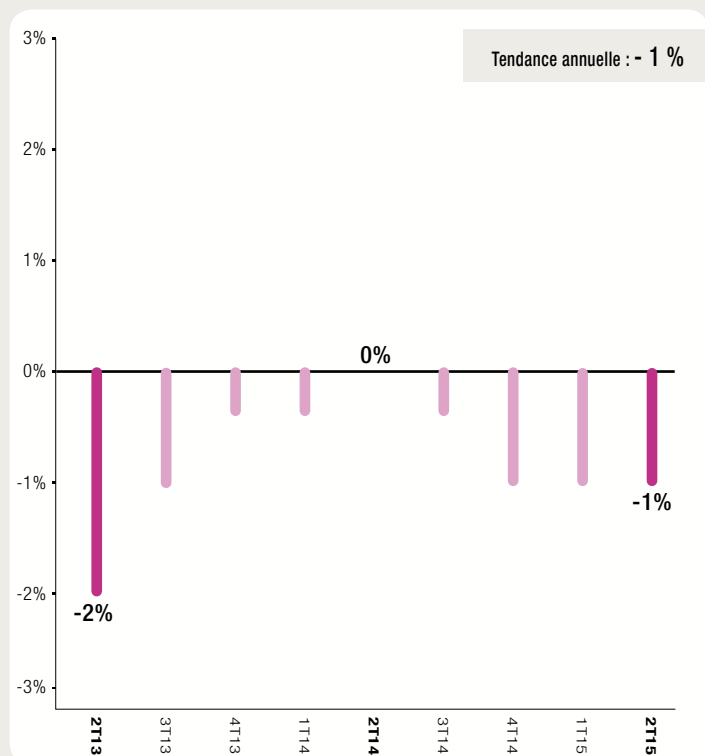
Activité globale



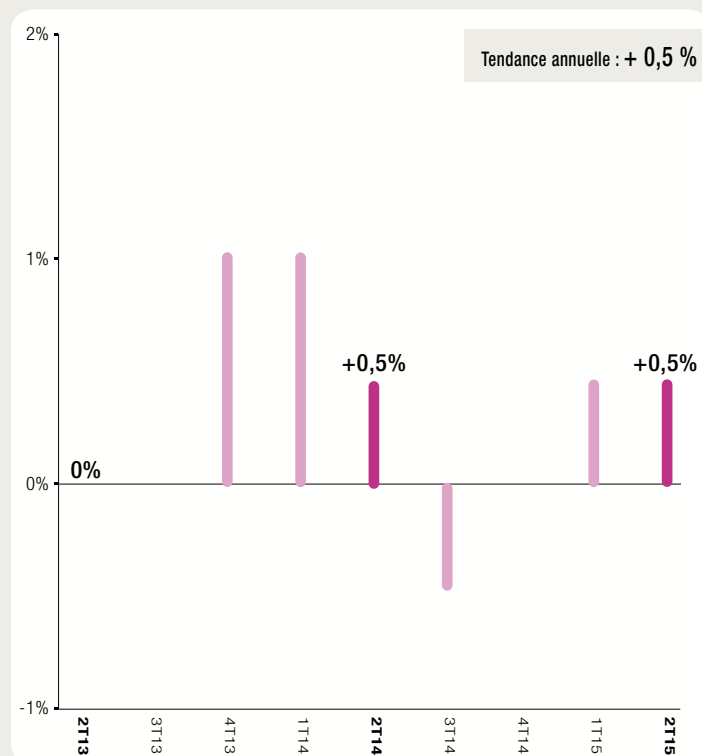
Construction neuve



Entretien-rénovation



Travaux d'Amélioration de Performance Énergétique du Logement (APEL)



Sources : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

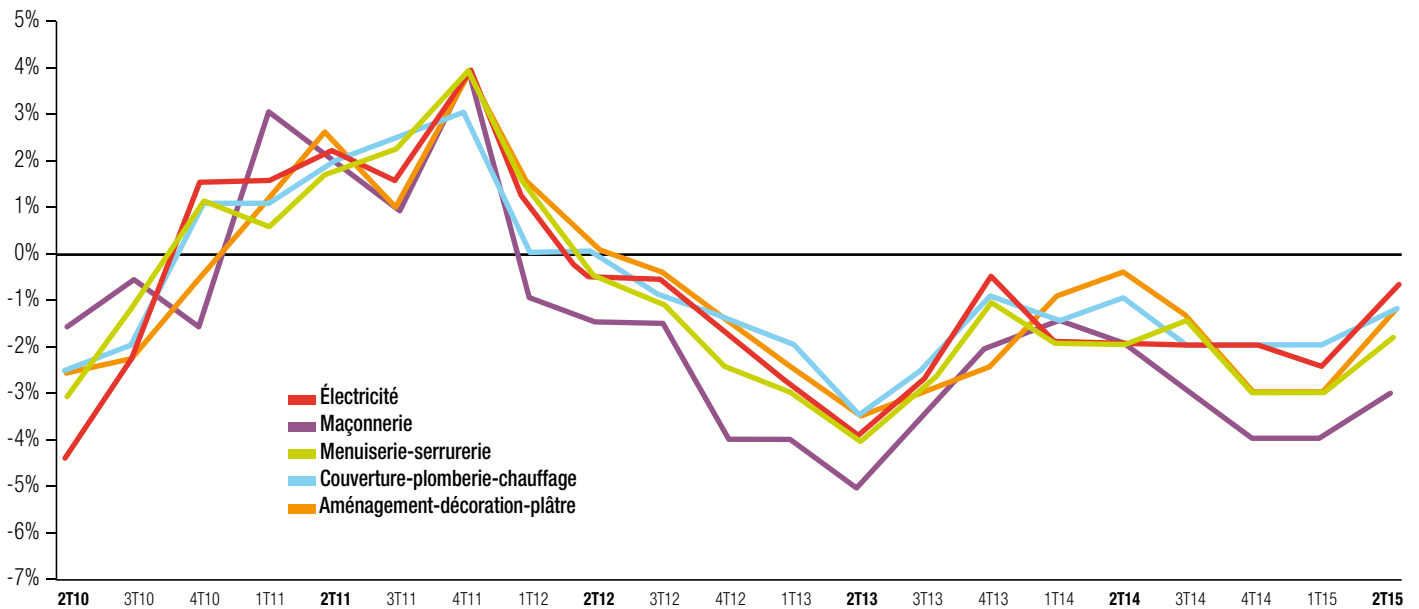
ACTIVITÉ PAR CORPS DE MÉTIERS

Un recul de l'activité pour l'ensemble des corps de métiers

La dégradation du volume d'activité se situe entre - 1 % et - 3 % pour les différents métiers.

Les travaux d'électricité affichent un recul mesuré de 1 % tout comme les travaux de couverture-plomberie-chauffage et d'aménagement-décoration-plâtrerie qui connaissent une baisse de 1,5%.

Les travaux de menuiserie-serrurerie, quant à eux enregistrent une baisse de 2 % alors que l'activité de maçonnerie est, encore ce trimestre, la plus impactée avec une baisse de 3 %.

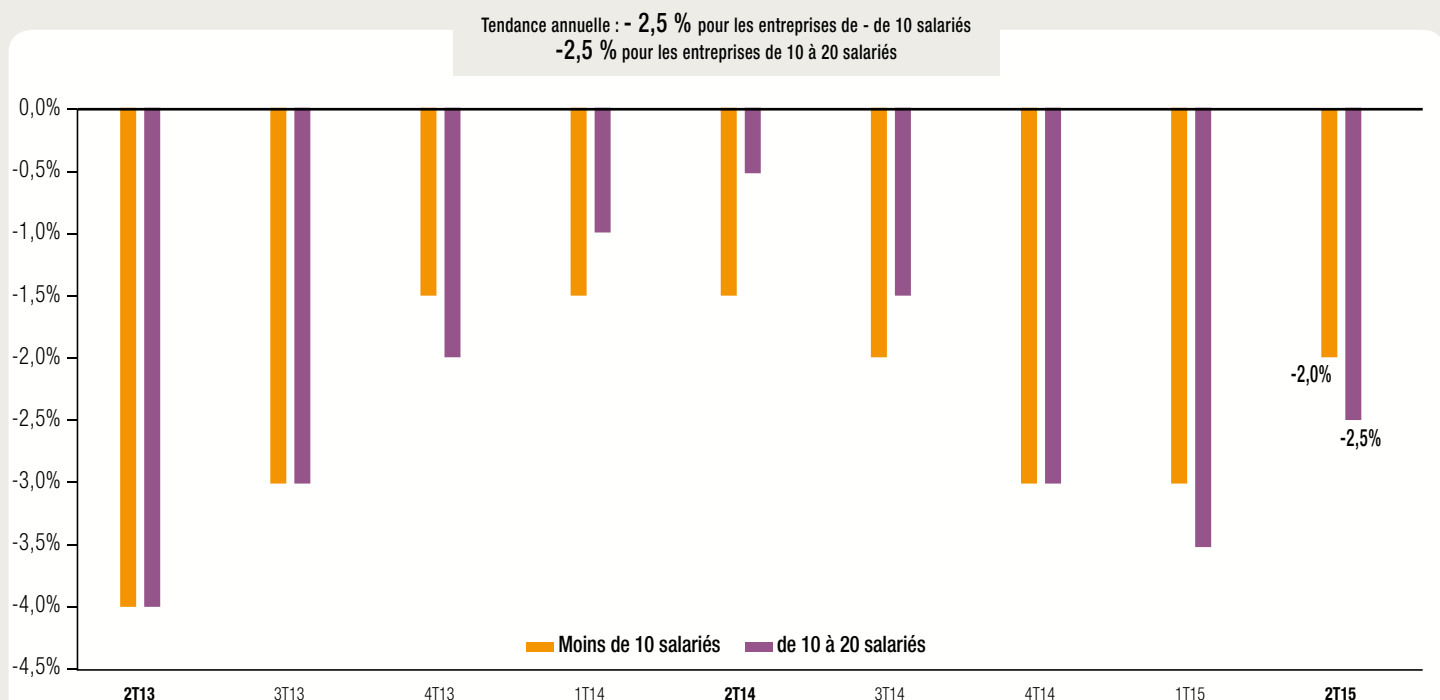


Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Les entreprises de 10 salariés à 20 salariés sont comme au trimestre précédent plus touchées

Au 2^e trimestre 2015, la baisse d'activité est de 2 % pour les entreprises de moins de 10 salariés contre - 2,5 % pour les entreprises de 10 à 20 salariés.



Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

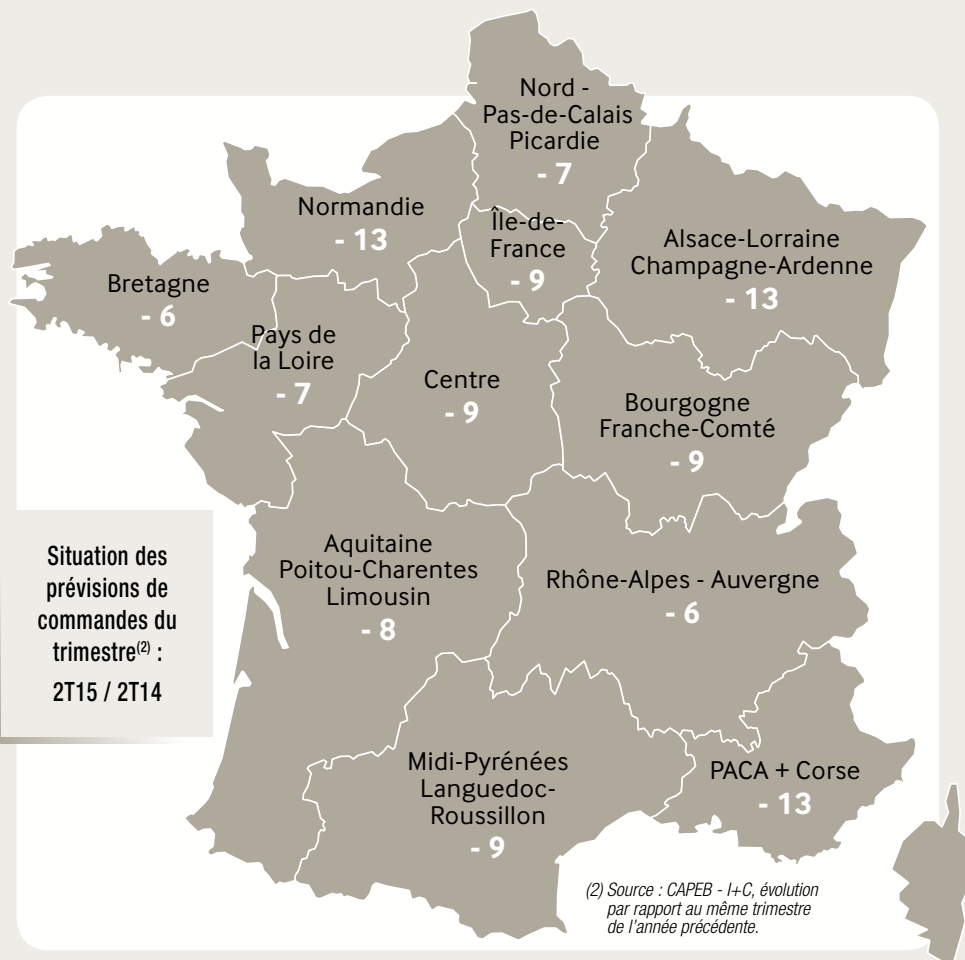
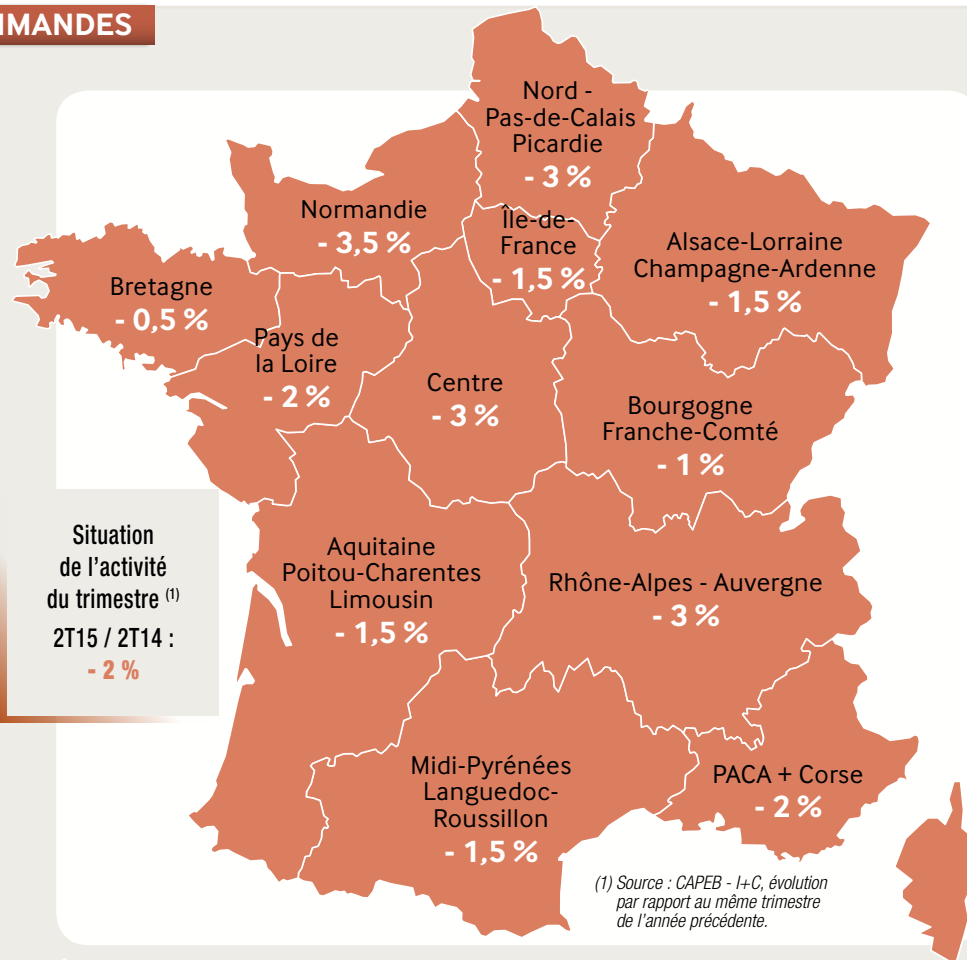
ACTIVITÉ PAR RÉGIONS ET COMMANDES

Activité réalisée au 2T2015

La baisse d'activité, qui concerne l'ensemble des régions, est comprise entre - 0,5 % et - 3,5 % en volume.

Ainsi, le Nord-Pas-de-Calais-Picardie, la Normandie, le Centre et Rhône-Alpes-Auvergne restent fortement impactées par la baisse d'activité puisqu'elles affichent un recul d'au moins 3 %. Au contraire, la Bretagne enregistre un repli de seulement 0,5 %.

Près de 60 % des régions affichent une dégradation comprise entre - 1 et - 2 %, proche de la moyenne nationale. Il s'agit des Pays-de-la-Loire, de l'Île-de-France, de l'Aquitaine-Poitou-Charentes-Limousin, de Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon, de Provence-Alpes-Côte-d'Azur-Corse, de Bourgogne-Franche-Comté et d'Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne.



Prévisions de commande au 2T2015

Au deuxième trimestre 2015, le renouvellement des carnets de commandes reste difficile même si l'ensemble des régions enregistre une moindre dégradation sauf Provence-Alpes-Côte-d'Azur-Corse.

Interprétation des soldes d'opinions : méthodologie

Le solde d'opinions se rapportant à l'activité mesure la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant enregistré une hausse de leurs carnets de commandes et le pourcentage d'entreprises ayant enregistré une baisse.

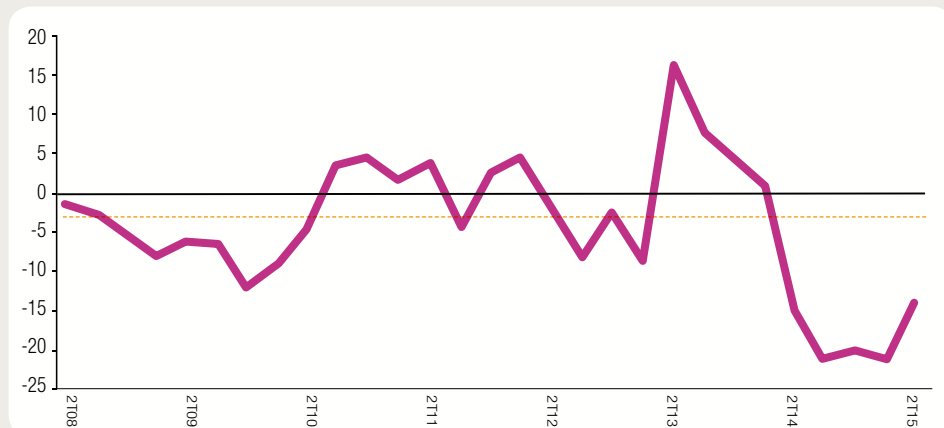
La valeur d'un solde d'opinions doit être interprétée en fonction de la moyenne des soldes d'opinions précédents, il s'agit ici de la deuxième collecte sur les douze régions.

Soulignons par ailleurs que ces données tiennent compte de la réforme territoriale.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un solde d'opinions toujours très bas

20 % des entreprises enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires réalisé pour le compte des régions, départements et communes, tandis que 6 % constatent une hausse. L'activité avec les collectivités reste très inférieure à la moyenne observée sur les sept dernières années.



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en rose : solde d'opinions / en pointillé : pourcentage d'entreprise).

25 % des entreprises travaillent pour les collectivités territoriales

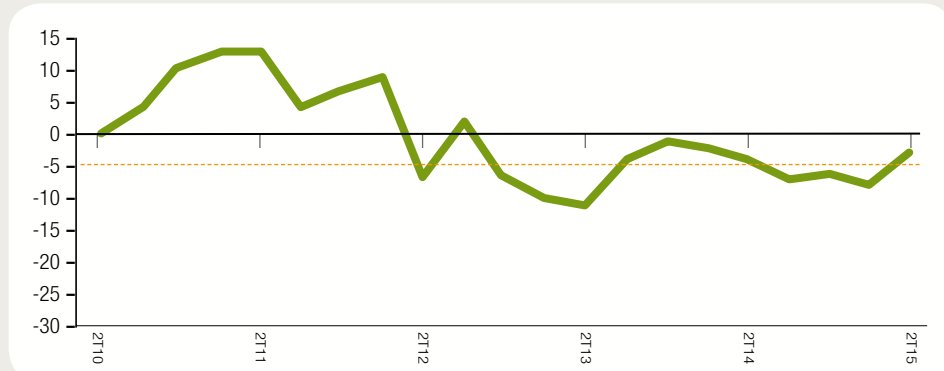
Même si le nombre d'entreprises travaillant pour le compte des collectivités locales est en baisse par rapport au même trimestre de l'année précédente (25 % contre 28 %), il est en légère hausse pour la première fois depuis deux ans.



SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance encore en baisse

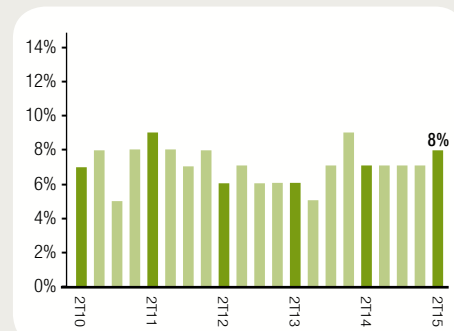
17 % des entreprises notent une baisse de leur activité réalisée en sous-traitance alors que 14 % constatent une progression. L'activité en sous-traitance est légèrement supérieure à la moyenne observée sur les sept dernières années.



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en vert : solde d'opinions / en pointillé : pourcentage d'entreprise).

8 % des entreprises en sous-traitance

Le nombre d'entreprises réalisant des travaux en sous-traitance s'établit à 8 % ce trimestre comme aux trois trimestres précédents.



CRÉDITS À L'HABITAT POUR LES PARTICULIERS

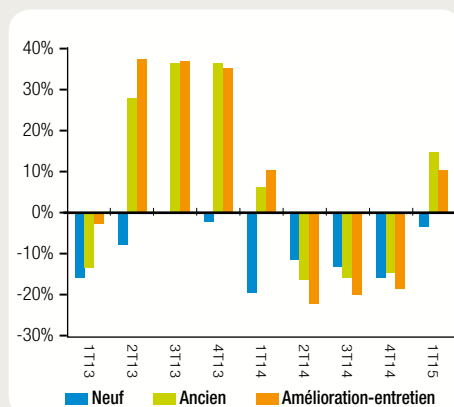
Des crédits qui semblent repartir à la hausse

Les montants de crédits accordés pour l'achat d'un logement neuf continuent de baisser au 1^{er} trimestre 2015 (- 3,0 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Les montants accordés pour l'acquisition de logements anciens progressent, + 14,9 %, tout comme les crédits destinés aux travaux d'entretien-amélioration + 10,6 % par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Le montant global des crédits octroyés aux ménages repart à la hausse avec + 10,0 %.

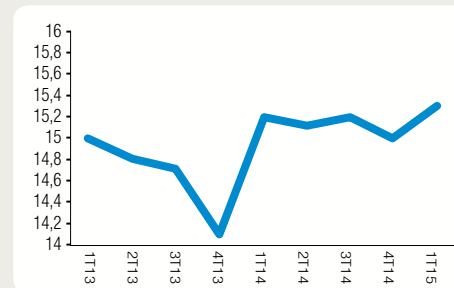
Ces chiffres sont toujours à prendre avec précaution car le montant des crédits à l'habitat inclut les prêts aidés et les renégociations de contrats.



Source : Banque de France.

Évolution du taux d'épargne des ménages

Au 1^{er} trimestre 2015, le taux d'épargne (15,3 %) augmente par rapport au trimestre précédent profitant de la hausse du pouvoir d'achat.



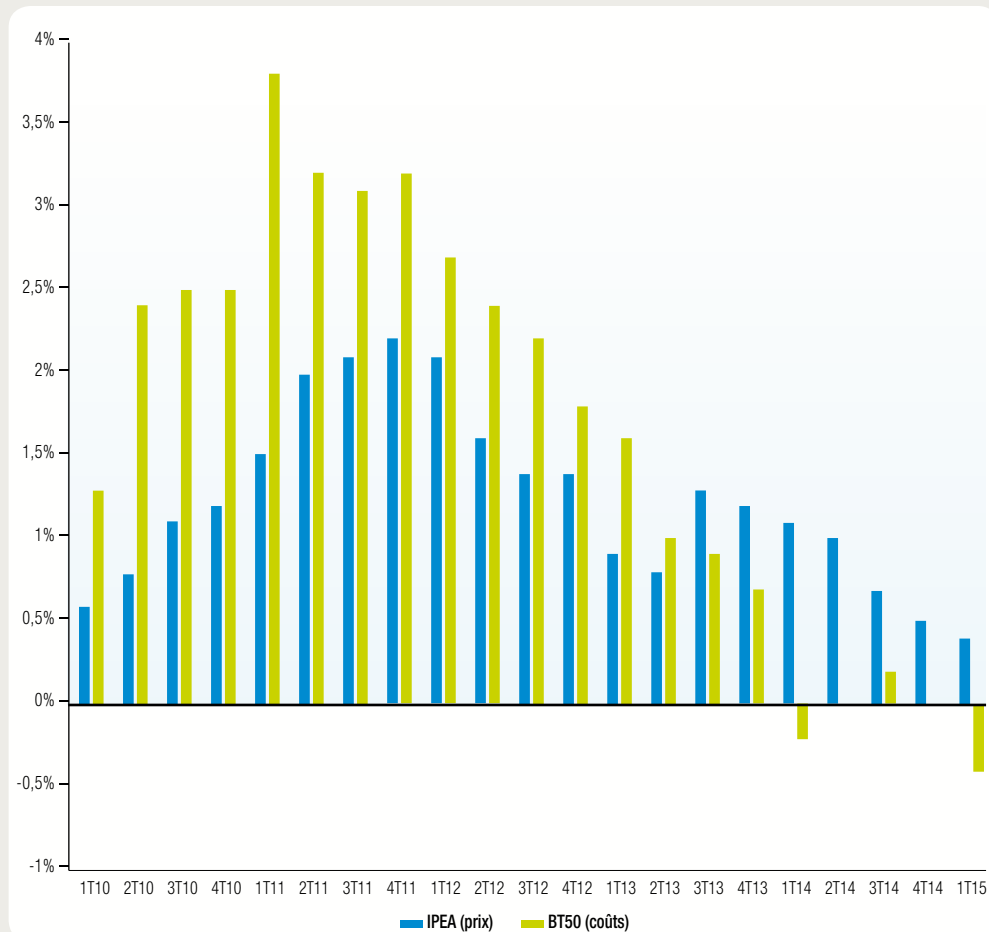
Source : INSEE. Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut.

ENTRETIEN-AMÉLIORATION DU LOGEMENT : COÛT ET PRIX DES TRAVAUX

Des coûts qui progressent moins vite que les prix

Les prix augmentent de 0,4 % au 1^{er} trimestre 2015 dans un contexte de baisse des coûts (0,4 %). L'augmentation globale des prix est essentiellement due à la hausse des prix des travaux de menuiseries bois et PVC et de menuiserie métallique et de serrurerie.

Évolution comparée des prix et des coûts



Source : MEDDE ET INSEE, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Évolution des prix par corps de métiers (1T2015 / 1T2014)

Maçonnerie Béton Armé Carrelage	0,5 %
Peinture Revêtement mural et de sol souple	-0,4 %
Menuiseries Bois PVC	1,5 %
Couverture zinguerie	-0,6 %
Génie climatique	0,0 %
Plomberie sanitaire	0,3 %
Électricité	0,2 %
Menuiserie métallique Serrurerie	1,3 %
Plâtrerie	0,8 %

Source : INSEE et MEDDE.

PRIX ET COÛTS

MÉMO

Indice des prix à la consommation

Valeur en juin 2015	Évolution annuelle (M/M-12)
126,55	+ 0,3 %

Indice du coût de la construction

Valeur au 1T15	Évolution annuelle (T/T-4)
1 632	+ 0,97 %

Indice de référence des loyers

Valeur au 2T15	Évolution annuelle (T/T-4)
125,25	+ 0,08 %

Source : INSEE, indice base 100 au 4^{ème} trimestre 1998.

Index BT50

Valeur en mars 2015	Évolution annuelle (T/T-4)
105,9	- 0,4 %

Source : MEDDE, publication au JO du 20/06/2015, changement de base, base 100 en 2010.

Cours de l'aluminium

En dollars/tonne en mai 2015	Évolution annuelle (M/M-12)
1 806,2	+ 3,2 %

Cours du cuivre

En dollars/tonne en mai 2015	Évolution annuelle (M/M-12)
6 088,0	- 11,7 %

Cours du zinc

En dollars/tonne en mai 2015	Évolution annuelle (M/M-12)
2 286,0	+ 11,0 %

Prix de vente des produits céramiques et matériaux de construction

Valeur en mai 2015	Évolution annuelle (M/M-12)
102,5	- 1,3 %

Prix de vente du béton prêt à l'emploi

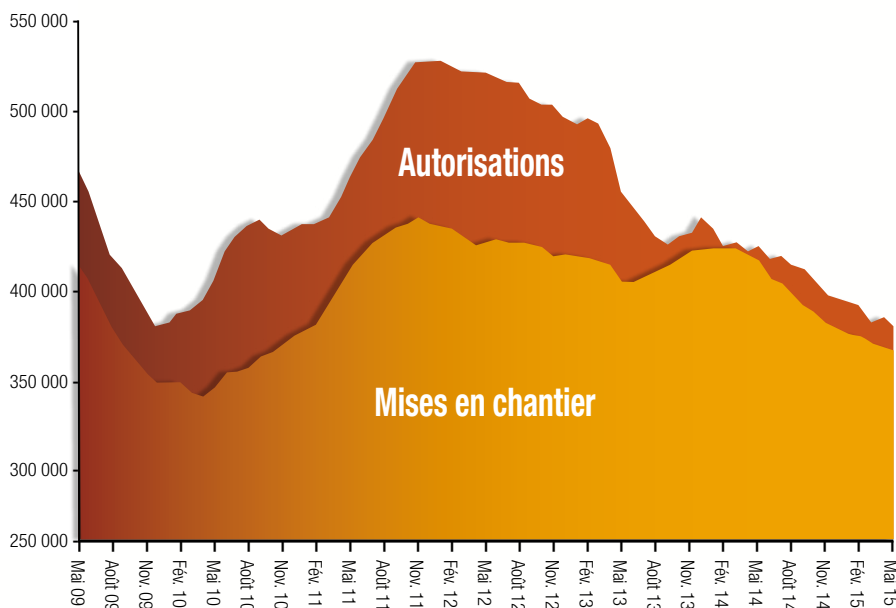
Valeur en mai 2015	Évolution annuelle (M/M-12)
99,4	- 1,9 %

Prix de vente des produits sidérurgiques de base et ferroalliages

Valeur en mai 2015	Évolution annuelle (M/M-12)
96,9	- 3,3 %

Source : INSEE, indice base 100 en 2010.

NEUF : AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS



Les mises en chantier n'en finissent pas de baisser

À la fin mai 2015, on totalise moins de 347 000 logements neufs commencés (en cumul sur 12 mois), soit une baisse de 6,1 % sur un an.

Les mises en chantier de logements individuels groupés sont particulièrement touchées puisqu'elles affichent une baisse de 19,2 % et s'établissent à 36 700 sur 12 mois cumulés.

En mai, le nombre de permis de construire de logements déposés sur 12 mois cumulés continue de reculer - 6,1 %.

Type de logements commencés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin mai 2015)

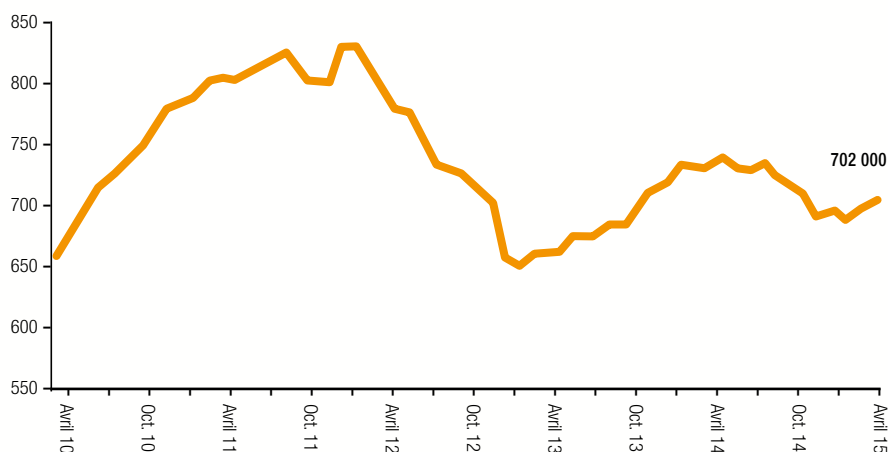
Variation (avril 2014 à mai 2015) / avril 2013 à mai 2014)

Individuels purs	100 800	-9,2 %
Individuels groupés	36 700	-19,2 %
Collectifs	182 800	-3,4 %
Logements en résidence	26 500	12,5 %
Total	346 800	- 6,1 %

Source : MEDDE (nouvelle méthodologie en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles.

ANCIEN : VENTES DE LOGEMENTS

Nombre de ventes de logements anciens sur les douze derniers mois (en milliers).

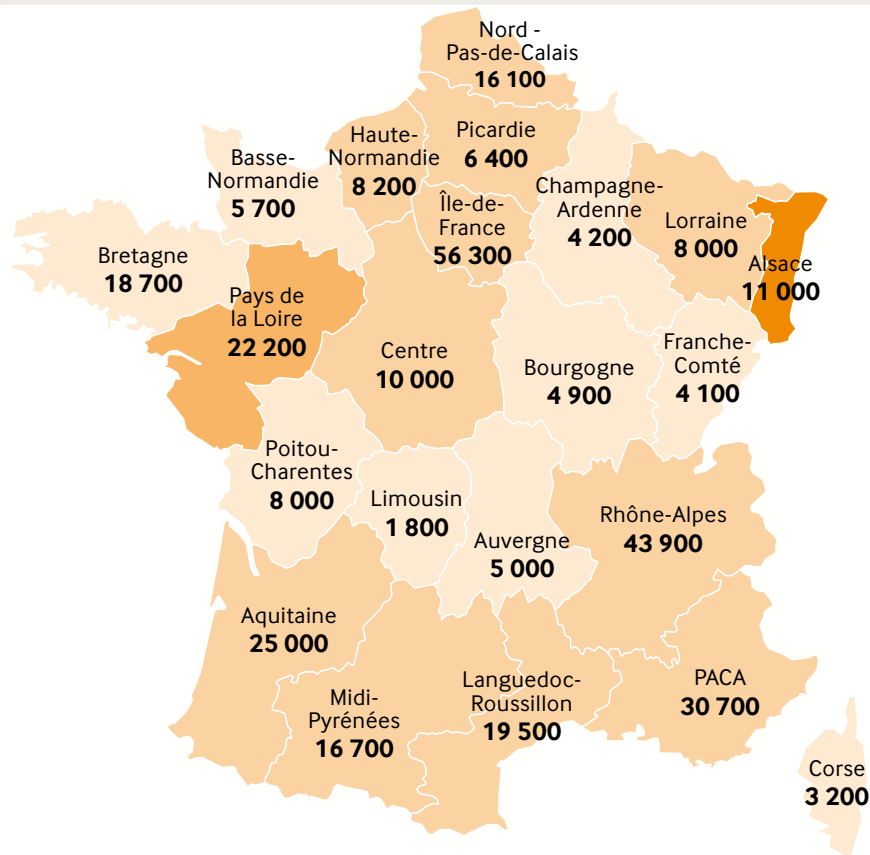


702 000 logements anciens vendus en avril 2015

En avril 2015, on totalise 702 000 ventes de logements anciens (en cumul sur 12 mois), soit une baisse de 4 % sur un an.

Source : CGEDD d'après DGFIP (MEDOC) et bases notariales.

LOGEMENTS COMMENCÉS (JUN 2014 À MAI 2015)



Les mises en chantier accusent une baisse de 6,1 % sur les 12 derniers mois (d'avril 2014 à mai 2015 par rapport à la même période de l'année précédente), ce qui représente 347 000 logements commencés. Plus de la moitié des régions affichent une baisse supérieure à la moyenne nationale (6,1 %).

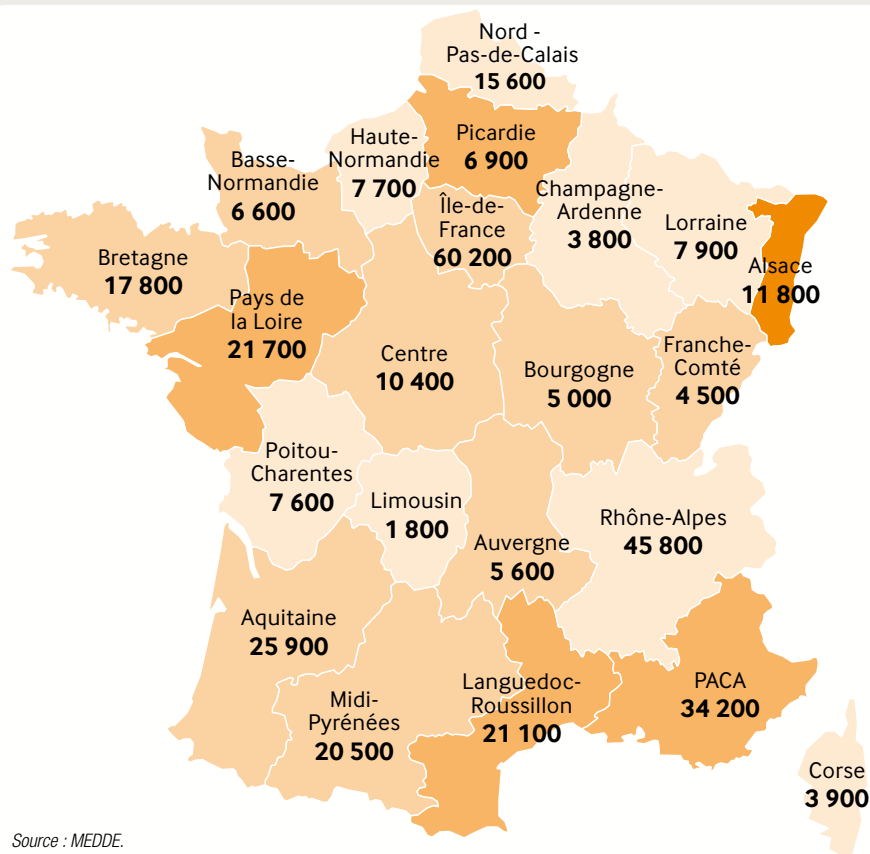
La région Limousin est la plus affectée ; elle affiche un recul de 26 % des mises en chantier au cours des 12 derniers mois. A l'inverse, sur la même période, l'Alsace enregistre une hausse significative de 17 % des mises en chantier.

Variation en %

- Variation à la baisse supérieure à 10 %
- Variation à la baisse comprise entre 0 % et 10 %
- Variation à la hausse comprise entre 0 % et 10 %
- Variation à la hausse supérieure ou égale à 10 %

Grille de lecture : en Alsace, le nombre de logements mis en chantier cumulés sur une période d'un an, allant de juin 2014 à mai 2015, a enregistré une hausse supérieure ou égale à 10 % par rapport à la même période un an auparavant (juin 2013 à mai 2014). Ainsi à la fin mai 2015, le cumul sur un an de logements mis en chantier s'établissait à 11 000.

LOGEMENTS AUTORISÉS (JUN 2014 À MAI 2015)



Au niveau national, les permis de construire reculent eux aussi et affichent un repli de 6,1 % au cours des 12 derniers mois (d'avril 2014 à mai 2015 par rapport à la même période de l'année précédente). Plus de 70 % des régions voient le volume de leurs permis de construire se dégrader, alors que seulement six régions affichent une hausse des permis de construire (Alsace, Corse, Languedoc-Roussillon, Pays-de-la-Loire, Picardie et Provence-Alpes-Côte-d'Azur).

La région Corse se démarque tout particulièrement en affichant une augmentation du nombre de logements autorisés de 19,8 % sur cette période, alors que la région Limousin enregistre un recul de 26,4 %.

Variation en %

- Variation à la baisse supérieure à 10 %
- Variation à la baisse comprise entre 0 % et 10 %
- Variation à la hausse comprise entre 0 % et 10 %
- Variation à la hausse supérieure ou égale à 10 %

Grille de lecture : dans la région Alsace, le nombre de permis de construire cumulés sur une période d'un an, allant de juin 2014 à mai 2015, a enregistré une hausse supérieure ou égale à 10 % par rapport à la même période un an auparavant (juin 2013 à mai 2014). Ainsi à la fin mai 2015, le cumul sur un an de permis de construire s'établissait à 11 800.

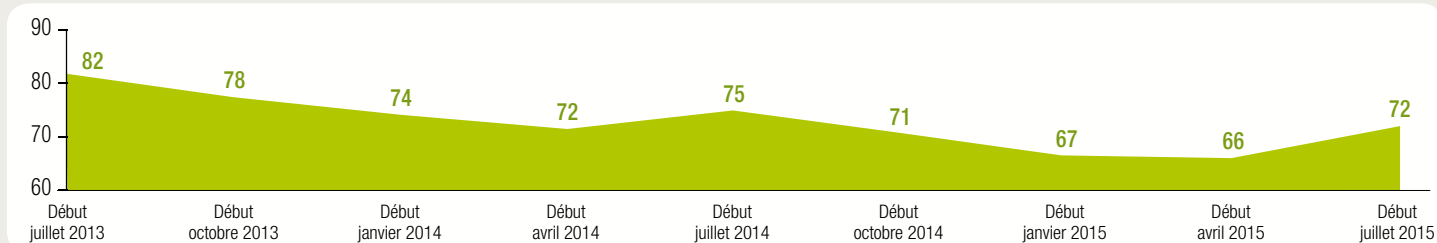
COMMANDES

CARNETS DE COMMANDES

Légère amélioration des carnets de commandes

Les carnets de commandes représentent 72 jours de travail au 2^e trimestre 2015 (contre 75 jours un an auparavant).

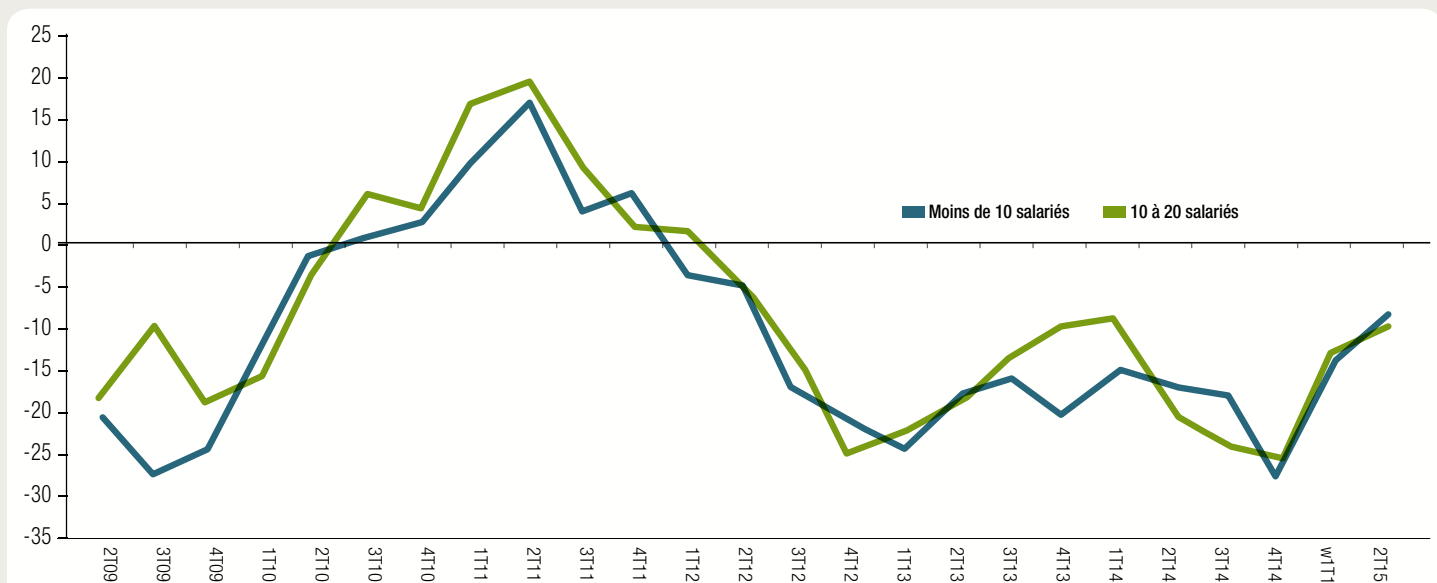
Évolution des carnets de commandes en nombre de jours



Neuf / Entretien-amélioration



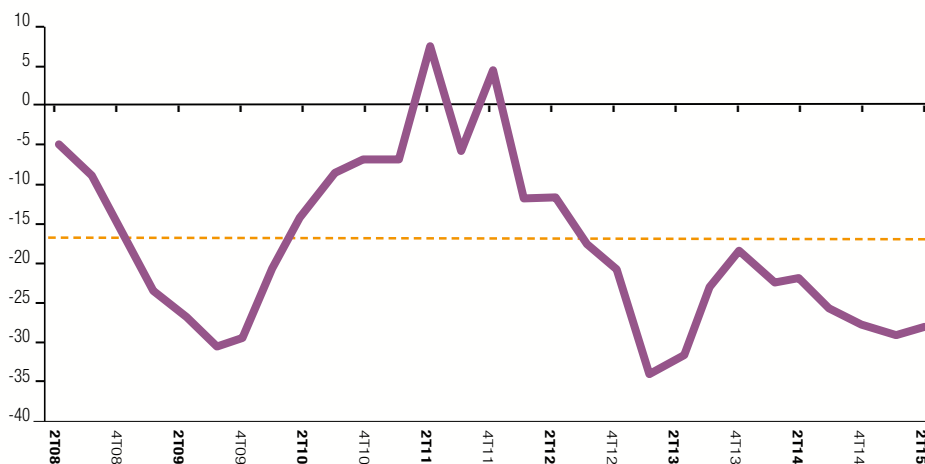
Moins de 10 salariés / 10 à 20 salariés



Le renouvellement des plans de charge affiche une moindre baisse pour l'ensemble des entreprises (moins de 10 salariés et de 10 à 20 salariés) notamment en entretien-amélioration.

La légère amélioration des carnets de commande en nombre de jours est encore jugée faible par les entreprises car les soldes d'opinion, même s'ils sont moins défavorables, restent négatifs.

BESOINS DE TRÉSORERIE



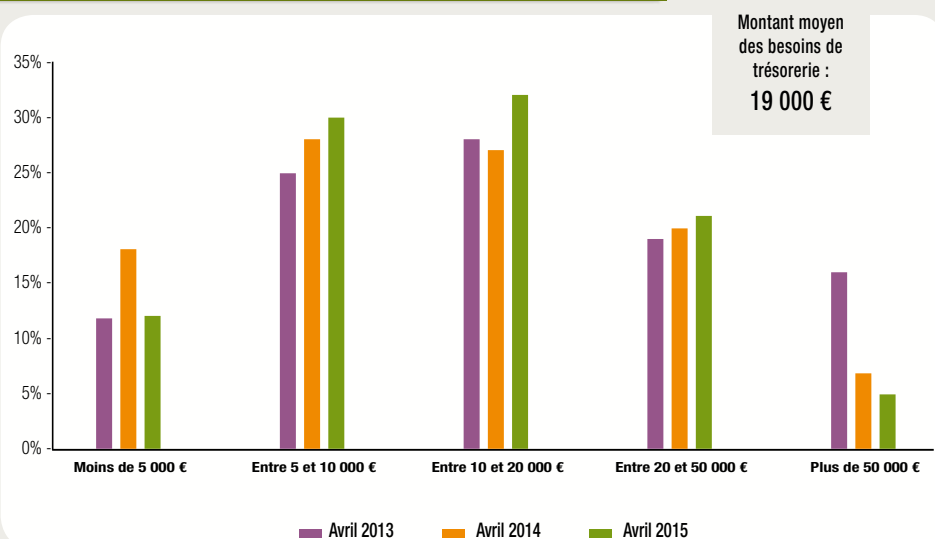
Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

Nouvelle dégradation ce trimestre

La trésorerie des entreprises se dégrade à toujours au deuxième trimestre 2015.

En effet, 33 % des professionnels font état d'une détérioration de leur trésorerie alors que seulement 5 % soulignent une amélioration.

RÉPARTITION DES BESOINS DE TRÉSORERIE



Source : CAPEB - I+C.

Des besoins de trésorerie qui restent élevés

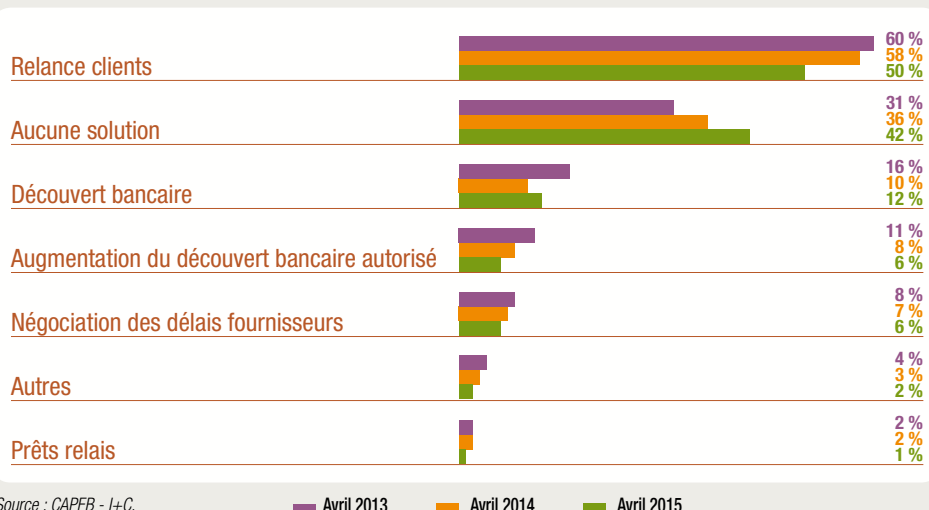
Au 2T2015, 47 % des entreprises font état de besoins de trésorerie (contre 39 % au même trimestre de l'année précédente), dont 58 % d'entre elles déclarent un besoin supérieur à 10 000 €.

En juillet 2015, le montant moyen des besoins de trésorerie de ces entreprises est de 19 000 €.

En avril 2015, 5 % des entreprises déclarent une hausse du délai de paiement des clients (contre 13 % en avril 2014) alors que 11 % enregistrent une baisse. Les défauts de paiement des clients sont en hausse pour 7 % des entreprises contre seulement 3 % d'entre elles qui déclarent une baisse.

SOLUTIONS MISES EN ŒUVRE POUR RÉSOUDRE LES PROBLÈMES DE TRÉSORERIE

Plusieurs réponses sont possibles



Source : CAPEB - I+C.

Pour résoudre leur problème de trésorerie, 50 % des entreprises ont recours à des relances clients (elles comptent d'abord sur leurs propres moyens).

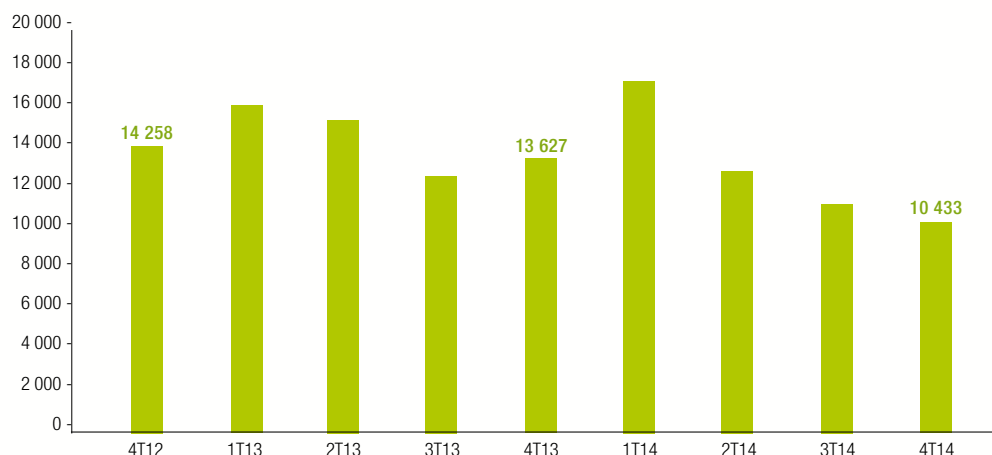
En effet, 78 % des entreprises ont constaté des retards de paiement de clients (contre 74 % en avril 2013), et 40 % des entreprises déclarent une augmentation des retards de paiement.

Le découvert bancaire, l'augmentation du découvert bancaire autorisé et la négociation de délais avec les fournisseurs sont également utilisés par les entreprises.

À noter que dans plus de 42 % des cas, les entreprises n'envisagent aucune solution.

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES DANS LE BÂTIMENT

Nombre de créations



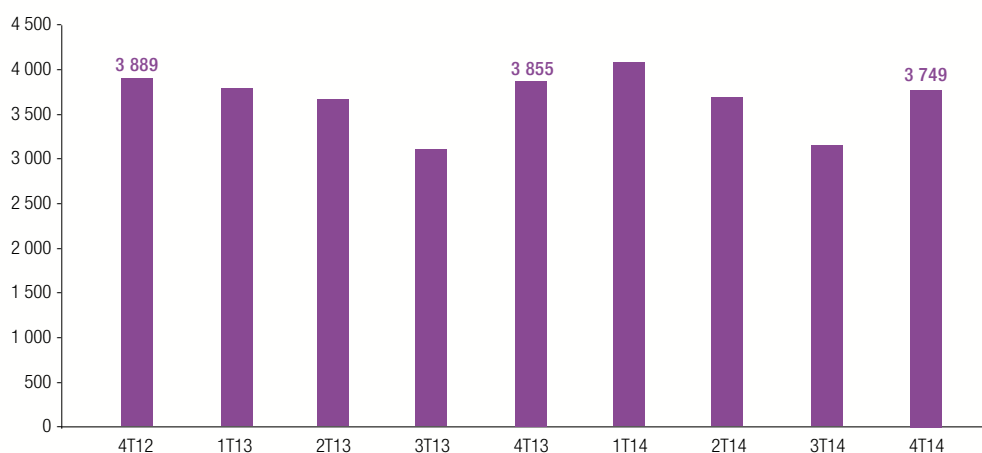
Créations :
- 23,4 %*

Au 4^e trimestre 2014, 10 433 entreprises ont été créées dans le bâtiment (y compris auto-entrepreneurs).

En cumul sur un an, le total de créations s'établit à 52 302, soit une baisse de 9,8 % sur 12 mois.

Ils s'agit des entreprises créées dans le cadre d'une reprise d'activité ou d'une création pure.

Nombre de défaillances



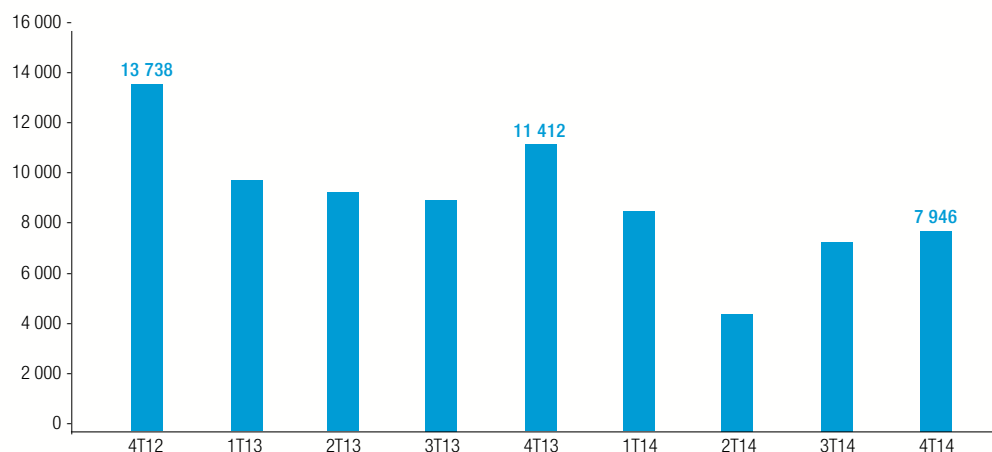
Défaillances :
- 2,7 %*

Au 4^e trimestre 2014, 3 749 défaillances d'entreprises ont été enregistrées (y compris auto-entrepreneurs) dans le bâtiment.

En cumul sur un an, les défaillances s'établissent à 14 646 soit une baisse de 1,8 % sur 12 mois.

Sont comptabilisées les entreprises ayant connu une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Nombre de cessations



Cessations :
- 30,4 %*

Au 4^e trimestre 2014, 7 946 cessations d'entreprises ont été enregistrées (y compris auto-entrepreneurs) dans le bâtiment.

En cumul sur un an, les cessations s'établissent à 29 023 soit une baisse de 27,7 % sur 12 mois.

Il s'agit ici d'une cessation d'activité sans motif, d'une cession de fonds, d'une fusion-absorption ou d'une dissolution avec ou sans liquidation.

EMPLOI DANS LE BTP

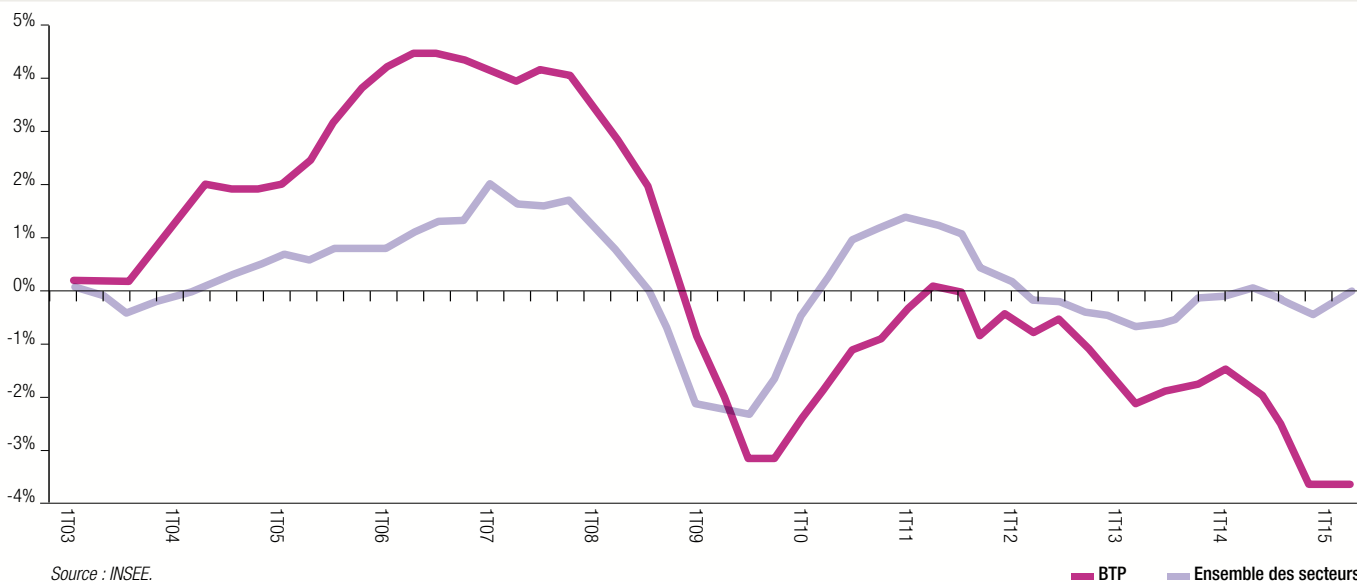
Emploi salarié

L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 341 100 au 1^{er} trimestre 2015, soit une baisse de l'emploi (- 3,5 %) sur un an.

Emploi intérimaire

Au 1^{er} trimestre 2015, le secteur de la construction totalise 90 167 emplois intérimaires (emplois équivalents temps plein) contre 105 504 au même trimestre de l'année précédente. L'intérim est donc en forte baisse (- 17 %) par

rapport au même trimestre de l'année précédente. Le taux de recours à l'intérim (poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié total) est lui aussi en baisse et s'établit à 6,3 %.



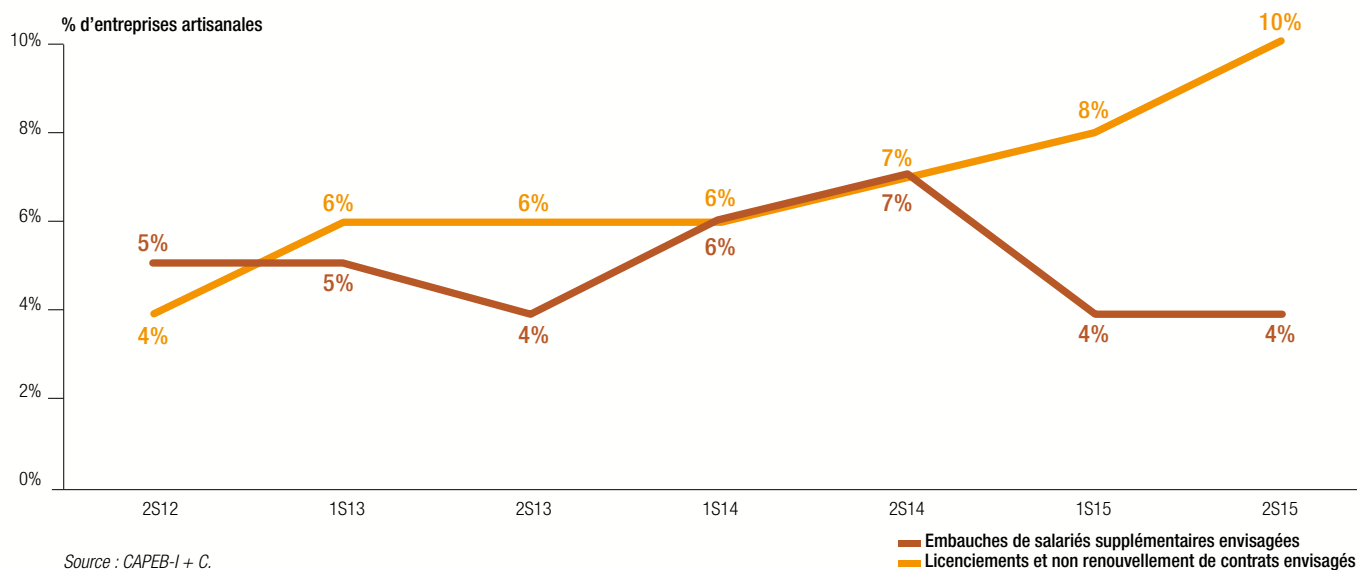
EMPLOI DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Des embauches toujours à la baisse dans l'artisanat du bâtiment

10 % des chefs d'entreprise envisagent de licencier ou de ne pas renouveler les contrats au second semestre 2015 (contre 7 % à la même période un an auparavant).

Dans le même temps, 4 % des entreprises pensent embaucher des salariés supplémentaires (contre 7 % un an auparavant).

Au 2^e semestre 2015, le nombre d'entreprises envisageant de licencier ou de ne pas renouveler les contrats est donc supérieur au nombre d'entreprises souhaitant embaucher.



Crédit photo : iStock © 2015.